

Rapports 2008 sur l'Avancement de la Liberté et de la Démocratie

Publiés par le Bureau de la Démocratie, des Droits Humains et du Travail
23 mars 2008

Partie 1

La Mauritanie est une République Islamique très centralisée gouvernée par le Président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi dont l'investiture le 19 avril 2007 a couronné la première transition réussie du pays vers la démocratie durant ses 50 ans d'indépendance. Les élections présidentielles ont été jugées libres et justes par les observateurs internationaux et nationaux. Le bilan du gouvernement en matière de droits humains s'est amélioré durant l'année 2007; cependant, il y a eu des rapports de mauvais traitements des détenus ; de conditions difficiles dans les prisons, l'impunité, de détentions préventives prolongées, l'influence du pouvoir exécutif sur le judiciaire, la corruption gouvernementale, et des restrictions sur les libertés de la presse, de réunion, et d'association. La discrimination contre les femmes, la mutilation génitale féminine, le travail des enfants, la traite des personnes, et la marginalisation politique des groupes ethniques largement basés au Sud continuent de poser des problèmes. L'intégration des réfugiés et l'élimination de l'esclavage constituaient aussi des défis. Le nouveau gouvernement a agit rapidement pour traiter les problèmes les plus sérieux en matière de droits humains dans le pays, plus significativement en passant une loi criminalisant la pratique de l'esclavage et en promouvant le rapatriement de milliers d'afro-mauritaniens vivant comme réfugiés au Sénégal et au Mali suite à leur expulsion durant les tensions et la violence ethniques en 1989-1991. L'augmentation de liberté politique et des media a aussi occasionné l'émergence de nouveaux partis politiques.

Partie 2

Le pays continue à faire face aux défis de construction de l'unité nationale et de stabilité sociale au sein de ses citoyens et de contrecarrer la menace du terrorisme. Avec la transition démocratique des demandes pour des dividendes de la démocratie sont devenues publiques, ce qui constitue un défi au gouvernement pour apporter à ses citoyens des gains de développement réels et tangibles. La stratégie des Etats-Unis pour l'avancement de la liberté et la démocratie aborde de manière complète les facteurs qui sont cruciaux au pays pour poursuivre son progrès en promouvant et en protégeant les droits humains. Ceci comprend le soutien à la bonne gouvernance pour maintenir le pays sur sa trajectoire démocratique, la promotion du développement durable pour atténuer la pauvreté, et créer la sécurité aux menaces terroristes et criminelles transnationales.

En ce qui concerne la promotion de la bonne gouvernance, le but principal des Etats-Unis est de soutenir et renforcer les institutions démocratiques naissantes du pays, comprenant le parlement et les conseils municipaux, les partis politiques, la société civiles, le judiciaire et les media. Les efforts des Etats-Unis cherchent à renforcer le pouvoir des citoyens et les encourager à mener des élections futures qui soient libres et justes ; permettre le développement de groupes d'opposition politique efficaces ; entretenir un

judiciaire indépendant et l'état de droit, permettre davantage de liberté de presse, combattre la corruption, combattre l'extrémisme.

Partie 3

Les officiels américains demeurent étroitement engagés auprès du gouvernement mauritanien, la société civile, et les leaders religieux pour promouvoir la gouvernance démocratique et protéger les droits humains. Les Etats-Unis financent des programmes qui renforcent la capacité de l'Assemblée Nationale et soutiennent la campagne du Premier Ministre pour combattre la corruption et renforcer l'unité nationale. La mission aspire à approfondir ses relations avec les groupes de la société civile en accordant du financement pour l'intégration des réfugiés, et les initiatives anti-esclavagistes, de bonne gouvernance et pour combattre le travail des enfants.

Les efforts de diplomatie publique visent à bâtir la capacité professionnelle des media de plus en plus libres, surtout au moment où une loi sur l'audiovisuel permet la prolifération de radios media privées. Des rédacteurs de la presse écrite ont déjà été formés à l'aide de programmes qui leur permettent d'apprendre comment être financièrement durables, et dans l'année à venir, le travail sera engagé avec les directeurs des stations radio futures et aidera à développer des radios communautaires dans les zones susceptibles à la radicalisation. Le financement américain aidera aussi à former les journalistes radio dans l'année à venir. L'assistance américaine vise aussi à encourager l'ouverture du gouvernement à des media libres et démocratiques. Des programmes gouvernementaux américains supplémentaires traitent les problèmes du travail des enfants, surtout le système de Talibé où les enfants sont forcés à mendier pour des enseignants religieux putatifs, et ces programmes soutiennent aussi la campagne du gouvernement conçue pour réduire la corruption et bâtir l'unité nationale. Le financement américain contre la traite de personnes appuie les efforts du gouvernement visant à éliminer toutes les formes d'esclavage en soutenant l'application de la loi anti-esclavage d'août 2007.

En plus des activités pour soutenir la gouvernance démocratique, les efforts américains à travers le programme seuil de la Société du Fonds du Millénaire traitent le besoin de la démocratie naissante du pays à produire des dividendes de démocratie en investissant plus dans les personnes, et ainsi réduire les facteurs qui retardent le développement économiques et permettent l'entrée de forces non démocratiques.

Un nouveau projet américain substantiel vise la jeunesse vulnérable à travers la formation professionnelle, le développement de la société civile, la modernisation de l'éducation islamique, et le développement de radios communautaires dans les régions ciblées comme étant les plus susceptibles de radicalisation islamique extrémiste. Ce programme est complété par des projets additionnels d'assistance humanitaire américaine dans ces mêmes zones ciblées.